

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	65	10

N° de séance : 8

Objet de la délibération : Mise à
disposition de services entre la CASA et le
SYMISCA - Convention

N° d'enregistrement : CC.2022.029

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture

30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécour citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS,
Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie
OZENDA, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Alain
BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia
LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN,
Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Khéra
BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du
Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013 portant création du Syndicat Mixte Fermé de la Station d'Épuration de Cagnes-sur-Mer (SYMISCA) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 par la CASA, compétence transférée de plein droit par ses Communes membres, dont les communes de Villeneuve-Loubet, La Colle-sur-Loup et Saint-Paul de Vence, jusqu'à lors membres du Syndicat ;

Vu la délibération du conseil syndical n°11/2019 du 7 novembre 2019 par laquelle la CASA s'est substituée à ces trois Communes au sein du syndicat.

L'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux communautés d'agglomérations dispose que « *La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public* », dans le respect des dispositions de l'article L. 5216.7-1 du même code.

La convention dont le projet est joint en annexe, a pour objet de confier à la CASA des missions administratives, juridiques et financières sur le territoire du Syndicat qui concerne les Communes Villeneuve-Loubet, La Colle-sur-Loup et Saint-Paul de Vence. La convention est conclue pour une durée de 5 ans (cinq ans).

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de gestion de service liant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au Syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer (SYMISCA) ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de gestion de service liant la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au Syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer (SYMISCA) ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE GESTION DE SERVICES ENTRE LE SYMISCA ET LA C.A.S.A.
Articles L5216-7-1 et L.5215-27 du CGCT**

Entre

Le Syndicat Mixte fermé de la Station d'Épuration de Cagnes-sur-Mer, 5 rue de l'hôtel de ville, 06800 CAGNES-SUR-MER, représenté par son Président en exercice, Monsieur Louis NEGRE dûment habilité par délibération du Conseil Syndical en date du,

D'une part,

Ci-après dénommé « le Syndicat »,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le siège social est situé à la mairie d'Antibes, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement, Joseph CESARO agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération, et autorisé à signer la présente convention par délibération n° du Conseil Communautaire en date du 21 mars 2022,

Ci-après dénommée « la C.A.S.A. »,

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU l'avis du comité technique de la C.A.S.A. du 28 février 2022 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer (SYMISCA) a été créé par arrêté préfectoral du 24 juillet 2013.

Depuis la création, il n'est pas paru souhaitable de doter le syndicat de personnels permanents qui occasionneraient un surcoût global. Il avait donc été convenu de recourir aux agents administratifs et techniques de la Métropole, afin d'exercer les missions nécessaires à la réalisation des objectifs dévolus au Syndicat par ses statuts.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. exerce la compétence « Assainissement des eaux usées », intégrée aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération par la loi n°2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la république, dite Loi NOTRe, compétence qu'elle s'est vue transférer de plein droit par ses Communes membres, dont les communes de Villeneuve-Loubet, La Colle-sur-Loup et Saint-Paul de Vence, jusqu'à lors membres du Syndicat. Selon le principe de la représentation – substitution, la C.A.S.A. s'est ainsi substituée à ces trois communes au sein du syndicat par délibération du conseil syndical n°11/2019 du 07 novembre 2019.

L'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux métropoles par renvoi des dispositions de l'article L.5217-8 du même code, dispose que « *La communauté urbaine [Métropole] peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à tout autre collectivité territoriale ou établissement public. Dans les même conditions ces collectivités [ou assimilé] peuvent confier à la communauté urbaine [Métropole] la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions* ». Il en va de même pour les communautés d'agglomération dans le respect des dispositions de l'article L. 5216-7-1 du même code.

Pour les raisons sus exposées, la gestion des services nécessaires à la réalisation des missions visées en annexe de la présente convention implique qu'elles soient confiées à la C.A.S.A. pour la partie services supports et pour la partie technique.

La C.A.S.A. dispose des compétences humaines et techniques, et de l'expérience nécessaire pour assurer ces missions.

La présente convention conclue sur ce fondement, n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation, par le Syndicat, de la gestion des services nécessaires à la réalisation des missions visées en annexe 1 de la présente convention.

Elle répond aux conditions fixées par la jurisprudence communautaire en matière de coopération entre personnes publiques, et s'attache ainsi à fixer les modalités par laquelle le Syndicat entend confier la gestion des services en cause à la C.A.S.A.

Il a été convenu ce qui suit

Article 1^{er} – Objet

Dans le cadre d'une bonne gestion des services du Syndicat, celui-ci confie, en application des articles L.5215-27 et L. 5216-7-1 du CGCT, à la C.A.S.A. la gestion des services nécessaires à la réalisation des missions visées en annexe 1.

Cela concerne la gestion des services et des équipements qui leur sont rattachés, et non la compétence statutaire du Syndicat, qui reste dévolue par la loi et les statuts du Syndicat, à ce dernier.

Article 2 – Périmètre

Les stipulations de la présente convention concernent les services nécessaires à la réalisation des missions visées en annexe 1, dont la gestion est confiée à la C.A.S.A. Le périmètre sur lequel les agents de la C.A.S.A. seront appelés à intervenir sera celui de l'agglomération d'assainissement soit, outre les communes constituant la Métropole Nice Côte d'Azur, celles de Villeneuve-Loubet, Saint-Paul de Vence et La Colle-sur-Loup.

Article 3 - Modalités d'exécution de la convention

Pendant la durée de la présente convention, le Syndicat reste l'autorité compétente pour l'organisation des services confiés et devra être étroitement concerté et associé au processus de gestion du service et de ses équipements.

L'exercice des compétences statutaires du Syndicat, lesquelles demeurent en propre au Syndicat, relève en termes de décisions, de la seule compétence du Syndicat et de ses diverses instances.

Les modalités de gestion des services concernés relèvent quant à elles, de la compétence de la C.A.S.A. et de leurs diverses instances.

Article 4 – Obligations réciproques

Pour l'exploitation des services du Syndicat, la C.A.S.A. mobilisera l'ensemble des moyens nécessaires au bon fonctionnement des services, en liaison directe avec les instances du Syndicat. Elles mettront notamment à disposition le personnel, les bureaux, les meubles et le matériel nécessaires (moyens bureautiques et informatiques, véhicules, ...). Le détail des missions assurées par la C.A.S.A. est précisé en annexe 1.

La C.A.S.A. s'assure de l'état des biens qui ont fait l'objet d'une gestion à titre gratuit à son profit.

La C.A.S.A s'engage à contracter les polices d'assurances de responsabilité civile afin de couvrir les activités accomplies dans le cadre de la présente convention.

Article 5 - Durée

La présente convention prend effet pour une durée de cinq ans, une fois signée et les formalités des articles L.2131-1 et suivants et L.5211-3 du C.G.C.T accomplies.

Elle pourra être résiliée unilatéralement par l'une quelconque des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un délai de préavis de 3 (trois) mois.

Il appartient au Syndicat d'informer la C.A.S.A. de toute modification dans les missions qui lui sont confiées.

La reprise en gestion directe par le Syndicat mettra fin de plein droit à la présente convention.

Article 6 - Dispositions financières

La C.A.S.A. engagera l'ensemble des dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention.

Chaque année la C.A.S.A. facturera au Syndicat un état d'heures ou de jours que les agents auront consacrés au Syndicat. Le chiffrage du salaire sera effectué au réel c'est-à-dire salaire annuel de l'agent concerné divisé par 1607 heures, pour les agents à temps complet, multiplié par le nombre d'heures réellement consacrées au Syndicat.

Le coût de la mise à disposition d'agents de la C.A.S.A. est établi à partir du coût horaire de chaque agent auquel s'ajoute le montant forfaitaire de 10% pour les frais fixes de fonctionnement afférents aux missions.

Ce coût horaire est revalorisé le 1^{er} janvier de chaque année civile, en fonction de l'évolution des indices de révisions de prix, selon la formule suivante :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

Im et lo sont les valeurs prises de l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m0 (mois d'origine au 1^{er} janvier de l'année N du dernier indice connu) et au mois m (mois de révision au 1^{er} janvier de l'année N+1 du dernier indice connu).

A titre indicatif, ce coût horaire est établi comme suit :

- 34,70 €/heure pour un agent de catégorie A,
- 23,10 €/heure pour un agent de catégorie B,
- 17,40 €/heure pour un agent de catégorie C.

Article 7 - Rapport d'activité et bilan financier de clôture de la gestion de services

La C.A.S.A. adressera au Syndicat chaque année avant le 31 octobre (pour permettre au Syndicat d'établir son budget) un rapport d'activité et un bilan financier des moyens de la C.A.S.A. utilisés pour assurer le bon fonctionnement des services dont la gestion a été confiée à la C.A.S.A. Les rapports d'activité et les bilans financiers de clôture seront soumis au Comité syndical.

Les sommes dues par le Syndicat à la C.A.S.A seront versées sur justificatifs. Le paiement est effectué suite à l'émission d'un titre de recettes par la C.A.S.A. dans un délai de trente (30) jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 8 - Attribution juridictionnelle

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Nice.

Fait trois exemplaires,

A Nice, le

Pour le Syndicat

Le Président

Louis NEGRE

Pour la C.A.S.A.

**Le Vice-Président
Délégué à l'eau et à
L'assainissement**

Joseph CESARO

ANNEXE 1

DETAIL DES MISSIONS ASSUREES PAR LA C.A.S.A POUR LE COMPTE DU SYNDICAT DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONVENTION

La C.A.S.A. pour la partie administrative, financière et partie technique exercera pour le compte du Syndicat, sur le territoire de l'agglomération d'assainissement les missions suivantes :

- Direction et gouvernance du Syndicat,
- Préparation, élaboration et validation technique des documents nécessaires à la mise en place effective du syndicat et notamment :
 - o Procès-verbal de gestion,
 - o Préparation des marchés de fournitures le cas échéant, etc.
- Préparation, élaboration et validation technique des documents nécessaires à la tenue des comités syndicaux :
 - o Note de synthèse à destination des élus, projets de délibérations, procès-verbal de séance, etc.
- Préparation, élaboration et validation technique des documents budgétaires, et notamment :
 - o Débat d'orientation budgétaire,
 - o Budget primitif, décisions modificatives,
 - o Compte administratif,
 - o Exécution des dépenses et notamment établissement des états mensuels relatifs aux heures consacrées par le personnel de la C.A.S.A. au bénéfice du Syndicat,
 - o etc.
- Préparation, élaboration et validation technique des documents nécessaires à la réalisation du projet de station d'épuration et notamment :
 - o Présentation des montages contractuels susceptible d'être mis en œuvre,
 - o Établissement des dossiers de subventionnement,
 - o Préparation, élaboration et validation technique des documents de consultations,
 - o Accomplissement des formalités de publicité,
 - o etc.
- Gestion des marchés publics nécessaires à la réalisation du projet de station d'épuration et notamment :
 - o Validation des documents du marché,
 - o Accomplissement des formalités de publicités et de réception des plis,
 - o Organisation de la commission d'ouverture des plis ou de la Commission d'Appel d'Offres,
 - o Contrôle et validation des rapports d'analyse,
 - o Information des candidats non retenus, vérification des pièces, signature et notification du marché.
- Préparation, élaboration et approbation des actes de gestions courantes nécessaires au fonctionnement du Syndicat.
- Représentation du Syndicat dans les contrats en cours nécessaires à l'exercice des compétences du Syndicat – préparation, élaboration, et validation de l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de ses contrats.
- Suivi de l'exploitation de la station d'épuration à l'issue du CREM.

Et, toutes autres missions pouvant résulter de modifications statutaires ultérieures relatives à des compétences complémentaires.

ANNEXE 2
LISTE DU PERSONNEL CONCERNE

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Direction Assainissement

Fonctions	Catégorie	Cadre d'emploi	Temps de travail de l'agent	% de temps affecté à la mise à disposition
Chargée de développement thématique	A	Ingénieur	38h45	Partiel

Acte à classer**CC_2022_029**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-12-17.00 (MI236543791)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_029-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Mise À disposition de services entre la CASA et le
SYMISCA - Convention

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.8. EnvironnementActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_029-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Pièces jointes :

99_DE-006-240600585-
20220321-CC_2022_029-
DE-1-1_2.PDF

Type PJ : 99_DE - Délibération



Imprimer la PJ avec le tampon AR

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:17